

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022

François Chauvel

Finances publiques

À jour de la loi organique
relative à la modernisation
de la gestion
des finances publiques
du 28 décembre 2021

25^e

Cours intégral
et synthétique

 *Gualino*

un savoir-faire de

Lextenso

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022

Finances publiques

François Chauvel

est ancien directeur de l'IPAG de l'université d'Auvergne, dont il a été vice-président chargé des finances ; il enseigne à l'EON et à l'ENM.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextentso.fr



© 2022, Gualino, Lextentso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-17252-3
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

2022

François Chauvel

Finances publiques

À jour de la loi organique
relative à la modernisation
de la gestion
des finances publiques
du 28 décembre 2021

25^e

Cours intégral
et synthétique

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- | | |
|-----------------------------------|-------------------|
| ▪ Amphi LMD | ▪ Master |
| ▪ Mémentos | ▪ En Poche |
| ▪ Exos LMD | ▪ Droit Expert |
| ▪ Méthodo LMD | ▪ Droit en poche |
| ▪ Carrés Rouge | ▪ Petit Lexique |
| ▪ Annales corrigées et commentées | ▪ Hors collection |

Présentation

Cet ouvrage a pour vocation de présenter de façon à la fois synthétique, structurée et illustrée, les diverses composantes (juridique, financière, comptable...) du **budget de l'État**, qu'il s'agisse des règles qui président à son **élaboration**, à son **vote** et à son **exécution**, des procédures qui régissent le **contrôle** de son exécution ou de l'agencement de ses **recettes et dépenses**, tout cela en conformité avec la loi organique du 1^{er} août 2001 (LOLF).

Par nature, les finances publiques appellent des exemples chiffrés et l'ouvrage intègre à cet égard les **données les plus actualisées (chiffres de 2022)** qui permettent d'illustrer la contexture du budget de l'État, notamment, mais aussi de comprendre les enjeux de la politique budgétaire.

Compte tenu de ses incidences directes ou indirectes sur le budget de l'État, l'ouvrage présente également les grands objectifs de la **loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022**.

Ainsi composé, ce *Mémentos* correspond au cours de finances publiques dispensé aux étudiants de **deuxième année de licence de Droit** et de ce fait s'adresse prioritairement à eux, mais aussi aux **candidats aux différents concours administratifs** pour lesquels les finances publiques, et notamment le droit budgétaire, sont inscrites dans les programmes en matière obligatoire ou optionnelle, à l'écrit ou à l'oral. Il est également susceptible d'intéresser les étudiants de certaines filières (sciences économiques, AES, IUT...) qui, dans leur cursus, ont à étudier et à connaître les **grands principes des finances publiques**.

Plan de cours

P résentation	5
----------------------	---

I ntroduction	21
----------------------	----

1 Le consentement à l'impôt	21
2 Les normes d'encadrement du budget	22
1) La Constitution du 4 octobre 1958	22
2) La loi organique du 1 ^{er} août 2001 relative aux lois de finances	22
3) La jurisprudence constitutionnelle	23
4) Le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique	24
5) Des textes internes ou communautaires	24
3 Budget et loi de finances	24

PARTIE 1

Le cadre juridique du budget

C hapitre 1 L'annualité budgétaire	29
---	----

1 La définition du principe d'annualité	29
A - La signification juridique du principe	29
B - Les justifications du principe	30
2 Les exceptions au principe d'annualité	30
A - Les dérogations au vote annuel	30

1) Pour une période inférieure à un an	30
a) <i>Une dérogation historique : les douzièmes provisoires</i>	30
b) <i>Une dérogation actuelle : la loi de finances rectificative</i>	30
2) Pour une période supérieure à un an	32
a) <i>Les dérogations passées</i>	32
b) <i>Le dispositif actuel</i>	32
B - <i>Les dérogations à l'exécution annuelle : les crédits de report</i>	33

Chapitre 2 L'universalité budgétaire 35

1 La définition du principe d'universalité	35
A - <i>La règle de non-compensation</i>	35
B - <i>La règle de non-affectation</i>	36
2 Les dérogations au principe d'universalité	36
A - <i>Les affectations dans le budget général</i>	36
1) Les fonds de concours	36
a) <i>Les fonds de concours « par nature »</i>	37
b) <i>Les fonds de concours « par assimilation »</i>	37
c) <i>La procédure de fonds de concours</i>	37
2) Les rétablissements de crédits	37
3) Les affectations exceptionnelles	38
B - <i>Les affectations à côté du budget général</i>	38
1) Les budgets annexes	38
2) Les comptes spéciaux	38

Chapitre 3 L'unité budgétaire 41

1 La définition du principe d'unité	41
2 Les aménagements du principe	42
A - <i>Les budgets annexes</i>	42
1) La définition des budgets annexes	42
2) Le régime juridique des budgets annexes	42
3) Les deux budgets annexes	43
B - <i>Les comptes spéciaux</i>	43
1) Le régime juridique des comptes spéciaux	43
2) Les quatre catégories de comptes spéciaux	44
a) <i>Les comptes à crédits</i>	44
b) <i>Les comptes à découvert</i>	45

Chapitre 4 La spécialité budgétaire 47

1 La définition du principe de spécialité	47
A - <i>La spécialisation des crédits par programme</i>	47
B - <i>Le redéploiement des crédits entre les titres</i>	48
C - <i>La majoration des crédits d'un programme</i>	48
D - <i>Les budgets opérationnels de programme</i>	49

2 Les dérogations au principe de spécialité	50
<i>A - Les dérogations d'ordre politique</i>	50
1) Les fonds spéciaux	50
2) Le budget des assemblées	51
<i>B - Les dérogations d'ordre budgétaire</i>	52
1) Les provisions	52
2) Les virements de crédits	52
3) Les transferts de crédits	52

Chapitre 5 La sincérité budgétaire 55

1 La définition du principe de sincérité	55
<i>A - Un principe évoqué par des décisions du juge constitutionnel</i>	55
<i>B - Un principe consacré par la loi organique</i>	55
1) La sincérité du budget	55
2) La sincérité des comptes	56
2 La portée du principe de sincérité	56

PARTIE 2 **La conception du budget**

Chapitre 6 L'élaboration du budget 61

1 Les auteurs du budget	61
<i>A - Le ministre des Finances</i>	61
<i>B - Le Premier ministre</i>	63
<i>C - Les ministres</i>	63
<i>D - Le président de la République</i>	63
2 La préparation du budget	64
<i>A - La préparation pluriannuelle</i>	65
1) La programmation pluriannuelle externe	65
2) La programmation pluriannuelle interne	66
<i>B - La préparation du budget annuel</i>	67
1) Le cadrage	67
2) La phase d'examen des perspectives budgétaires	68
<i>a) Les réunions techniques</i>	68
<i>b) Les réunions budgétaires</i>	68
3) La phase de restitution	68
<i>a) L'appréciation des propositions budgétaires</i>	68
<i>b) Les lettres plafonds</i>	68
<i>c) La répartition des crédits par programme</i>	68
4) Les conférences budgétaires	69
5) L'information du Parlement	69
6) La mise au point définitive	70
7) L'adoption en Conseil des ministres	70

3 L'évaluation du budget	70
A - <i>L'évaluation des dépenses</i>	70
1) La suppression des services votés	70
2) Le caractère limitatif des dépenses	71
a) <i>Les dérogations au caractère limitatif</i>	71
b) <i>Les exceptions au caractère limitatif</i>	71
B - <i>L'évaluation des recettes</i>	73
1) La méthode d'évaluation	73
2) Les difficultés d'évaluation	73

Chapitre 7 La présentation du budget 77

1 La loi de finances	77
A - <i>La première partie de la loi de finances</i>	77
1) Les dispositions relatives aux ressources	78
a) <i>Les dispositions fiscales</i>	78
b) <i>Les ressources affectées</i>	79
2) Les dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges	79
B - <i>La deuxième partie de la loi de finances</i>	79
1) Les autorisations budgétaires pour l'année : crédits et découverts	79
a) <i>Les crédits des missions</i>	79
b) <i>Les autorisations de découverts</i>	80
c) <i>Les dispositions diverses</i>	80
2) Les plafonds des autorisations d'emplois	80
3) Les reports de crédits	80
4) Les dispositions permanentes	80
a) <i>Les mesures fiscales et budgétaires</i>	80
b) <i>Les autres mesures</i>	80
C - <i>Les états législatifs annexés</i>	80
2 Les documents annexes	81
A - <i>Les documents budgétaires obligatoires</i>	81
1) Les documents inséparables du projet de loi	81
a) <i>Le rapport relatif à la situation et aux perspectives économiques</i>	81
b) <i>Le rapport sur la situation des finances locales</i>	82
c) <i>Les annexes explicatives</i>	82
d) <i>Le « budget vert »</i>	83
e) <i>Les avis du Haut Conseil des finances publiques</i>	83
2) Les documents séparables du projet de loi de finances	84
B - <i>Les documents budgétaires complémentaires : les budgets votés et la nomenclature d'exécution</i>	85

PARTIE 3

Le vote du budget

Chapitre 8	Les délais	89
1	Les délais de présentation	89
	<i>A - Le délai normal de dépôt</i>	89
	1) La règle du premier mardi d'octobre	89
	2) La portée de la règle	90
	<i>B - Les procédures d'urgence</i>	91
	1) Le projet de loi de finances partiel	91
	2) Le projet de loi spécial	91
	3) Le projet de loi particulier	92
2	Les délais d'adoption	92
	<i>A - Les délais de lecture</i>	93
	1) La première lecture	93
	a) Par l'Assemblée nationale	93
	b) Par le Sénat	93
	2) Les autres lectures	94
	<i>B - La sanction des délais</i>	95
	1) La sanction des délais de lecture	95
	2) La sanction du délai global	95
Chapitre 9	L'adoption du budget	97
1	La discussion du budget	97
	<i>A - L'examen en commissions</i>	97
	1) Les commissions des finances	97
	2) Les autres commissions	99
	<i>B - La discussion en séance publique</i>	99
	1) La discussion générale	99
	2) La discussion et l'adoption préalable de la première partie	100
	3) L'adoption de la seconde partie	101
2	Les limitations de la compétence financière du Parlement	101
	<i>A - Les irrecevabilités financières</i>	102
	1) L'irrecevabilité prévue par l'article 40 de la Constitution	102
	a) Les dispositions générales de l'article 40	102
	b) L'interdiction de diminuer les ressources publiques	102
	c) L'interdiction de la création ou de l'aggravation d'une charge publique	103
	2) La possibilité offerte par l'article 47 de la loi organique	104
	a) Les modifications au sein des missions	104
	b) La lettre rectificative	104
	c) L'interdiction des cavaliers budgétaires	105
	<i>B - Le contrôle des irrecevabilités</i>	106

1) Le contrôle préalable des instances parlementaires	106
2) Le contrôle postérieur du Conseil constitutionnel	107
3 Les conditions de vote du budget	107
<i>A - Les prérogatives procédurales du gouvernement</i>	108
<i>B - Le nombre de votes</i>	109
4 La répartition du budget	109

PARTIE 4

Les ressources et dépenses du budget général

Chapitre 10 Les ressources	113
1 Les recettes brutes du budget général	113
<i>A - Les recettes fiscales</i>	113
1) Les principaux impôts directs	113
<i>a) L'impôt sur le revenu</i>	113
<i>b) L'impôt sur les sociétés</i>	114
2) Les principaux impôts indirects	114
<i>a) La taxe sur la valeur ajoutée</i>	114
<i>b) La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</i>	115
3) Les autres contributions	115
<i>a) Les autres impôts directs et taxes assimilées</i>	115
<i>b) Les autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</i>	116
<i>c) L'enregistrement, le timbre et les autres contributions indirectes</i>	116
<i>B - Les recettes non fiscales</i>	116
1) Les principales ressources non fiscales	116
<i>a) Les dividendes et recettes assimilées</i>	116
<i>b) Les produits de la vente de biens et services</i>	116
<i>c) Les ressources diverses</i>	116
2) Les autres recettes non fiscales	116
<i>a) Les produits du domaine de l'État</i>	116
<i>b) Les remboursements et intérêts des prêts et avances</i>	116
<i>c) Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite</i>	117
2 Les recettes nettes du budget général	117
<i>A - Les prélèvements sur recettes au profit du budget européen</i>	117
1) Les ressources européennes	118
<i>a) Les ressources propres traditionnelles</i>	118
<i>b) Les contributions</i>	118
2) Le financement français	119
<i>a) L'évolution du financement</i>	119
<i>b) La constitutionnalité du mécanisme de prélèvement sur recettes</i>	120
<i>B - Les prélèvements sur recettes au profit des collectivités locales</i>	120

1) La compensation de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels	121
2) Le fonds de compensation pour la TVA	121
3) La dotation globale de fonctionnement	121
4) La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	122
<i>C - Les remboursements et dégrèvements d'impôts</i>	122
1) Les remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	122
2) Les remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	122
<i>D - Le calcul des recettes nettes du budget général</i>	123
1) Tableau récapitulatif des recettes	123
2) La structure des recettes	123

Chapitre 11 Les dépenses 125

1 Les composantes rigides de la dépense	125
<i>A - La charge de la dette</i>	125
1) L'encours de la dette publique	125
a) L'évolution de l'encours	125
b) La structure de la dette	126
2) La charge de la dette	126
<i>B - Les dépenses de personnel</i>	127
1) Le contenu des charges de personnel	127
2) Les facteurs d'évolution des charges de personnel	127
<i>C - Les dépenses de fonctionnement</i>	128
2 Les dépenses civiles et militaires	128
<i>A - Les dépenses par titres budgétaires</i>	128
1) Les dépenses ordinaires	128
2) Les dépenses d'investissement	129
<i>B - Les dépenses par missions</i>	129
1) Les missions civiles	129
2) Les crédits de la mission Défense	130
a) La structure du budget militaire	130
b) La gestion des crédits militaires	131

Chapitre 12 L'emprunt 133

1 Les besoins de financement	133
<i>A - Le déficit des opérations budgétaires</i>	133
1) Le solde général de la loi de finances de l'année	133
2) L'évolution du solde d'exécution en exercice	133
<i>B - Les charges de remboursement de la dette à long et moyen terme</i>	135
2 Les ressources de trésorerie	136
<i>A - La couverture des besoins de financement de l'État</i>	136
1) Le rôle de l'Agence France Trésor	136

2) Les modes de financement	137
a) <i>Les emprunts à long et moyen terme</i>	137
b) <i>Les ressources à court terme</i>	139
B - <i>Le régime juridique de l'emprunt</i>	140
1) L'emprunt, contrat administratif	140
2) La portée et les limites des garanties contractuelles	141
3) Les exceptions au caractère contractuel de l'emprunt	142
C - <i>Les limites du crédit public</i>	143
1) Les limites budgétaires et économiques	143
2) Les limites politiques européennes	144
a) <i>Le Traité sur l'Union européenne</i>	144
b) <i>Le six pack et le two pack</i>	145
c) <i>Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire</i>	146
3) Les ripostes européennes aux crises	147
a) <i>La crise financière de 2008</i>	147
b) <i>La crise sanitaire de 2020</i>	148

PARTIE 5

L'exécution de la loi de finances

Chapitre 13 La séparation des ordonnateurs et des comptables 153

1 Les agents d'exécution du budget	153
A - <i>Les ordonnateurs</i>	154
1) Les différentes catégories d'ordonnateurs	154
a) <i>Les ordonnateurs principaux</i>	154
b) <i>Les ordonnateurs secondaires</i>	154
c) <i>Les ordonnateurs délégués</i>	154
2) La responsabilité des ordonnateurs	155
a) <i>La responsabilité des ordonnateurs principaux</i>	155
b) <i>La responsabilité des autres ordonnateurs</i>	156
B - <i>Les comptables</i>	156
1) Les différentes catégories de comptables	156
a) <i>Les comptables directs du Trésor</i>	156
b) <i>Les autres catégories de comptables</i>	157
2) La responsabilité des comptables	158
a) <i>La portée de la responsabilité</i>	158
b) <i>L'engagement de la responsabilité pécuniaire</i>	159
c) <i>Les atténuations de responsabilité</i>	161
d) <i>La responsabilité des comptables en 2023</i>	162
2 Les opérations d'exécution	163
A - <i>L'exécution des dépenses</i>	163

1) Les opérations administratives de l'ordonnateur	163
a) <i>L'engagement</i>	163
b) <i>La liquidation</i>	164
c) <i>L'ordonnancement</i>	164
d) <i>La prescription quadriennale des dettes de l'État</i>	164
2) Les opérations du comptable	165
<i>B - Les opérations d'exécution des recettes</i>	166
1) Le recouvrement des impôts directs	166
a) <i>Les opérations administratives</i>	166
b) <i>Les opérations comptables</i>	166
2) Le recouvrement des impôts indirects	167
3) Le recouvrement des autres recettes	167
4) Les exceptions au recouvrement	167

Chapitre 14 Les aménagements à la séparation des ordonnateurs et des comptables 171

1 Les régies	171
<i>A - L'organisation des régies</i>	172
1) La création des régies	172
2) La nomination des régisseurs	172
3) La nomination d'un mandataire ou d'un intérimaire	173
<i>B - Le fonctionnement des régies</i>	173
1) Les régies de recettes	173
a) <i>La nature des recettes</i>	173
b) <i>Les obligations du régisseur</i>	173
2) Les régies d'avances	174
a) <i>La nature des dépenses</i>	174
b) <i>Les opérations du régisseur</i>	174
2 Le contrôle des régies	175
<i>A - Les contrôles internes</i>	175
1) Par le comptable assignataire	175
2) Par les autres autorités de contrôle	175
<i>B - La responsabilité des régisseurs</i>	176

Chapitre 15 La sanction à la séparation des ordonnateurs et des comptables 177

1 La gestion de fait	177
<i>A - La définition légale de la gestion de fait</i>	177
1) L'ingérence dans le recouvrement de recettes	177
2) Le maniement de fonds irrégulièrement extraits d'une caisse publique	178
<i>B - Les comptables de fait</i>	179
1) Les personnes physiques	179
2) Les personnes morales	181
2 Les conséquences de la gestion de fait	182

A - Les obligations du comptable de fait	182
1) La reddition des comptes	182
2) L'apurement du débet	183
B - Les sanctions encourues par le comptable de fait	185
1) Les amendes	185
2) Les autres sanctions	186

PARTIE 6

Le contrôle de l'exécution de la loi de finances

Chapitre 16 Les contrôles internes 191

1 Les contrôles sur les ordonnateurs	191
A - Le contrôleur financier	191
1) La nomination du contrôleur financier	191
a) Le contrôle budgétaire et comptable ministériel	191
b) Le contrôle financier déconcentré	192
2) Les missions du contrôleur financier	192
a) La mission générale	192
b) La programmation de l'exécution budgétaire	192
c) Le suivi de l'exécution budgétaire	193
3) Les moyens du contrôleur financier	194
a) Le visa et l'avis préalable	194
b) Le contrôle a posteriori	194
B - Le comptable	195
1) Le contrôle de la régularité budgétaire	195
2) Le refus de paiement et la réquisition	195
2 Les contrôles sur les comptables	196
A - L'Inspection générale des finances	196
1) L'organisation de l'Inspection générale des finances	196
2) Les missions de l'Inspection générale des finances	197
a) Le contrôle des comptes publics	197
b) Le contrôle des ordonnateurs secondaires	197
c) Le contrôle des organismes bénéficiant d'avantages financiers	197
d) Le contrôle d'autres organismes	198
e) Les fonctions de conseil	198
B - Le contrôle du directeur départemental des Finances publiques	199
1) Le contrôle des comptes publics	199
2) Le contrôle des organismes subventionnés	199

Chapitre 17 Les contrôles juridictionnels 201

1 La Cour des comptes	201
A - L'organisation de la Cour des comptes	202

1) La composition de la Cour	202
a) <i>Les magistrats du siège</i>	202
b) <i>Le Ministère public</i>	204
c) <i>Les autres personnels</i>	204
2) Le fonctionnement de la Cour	205
a) <i>Les chambres</i>	205
b) <i>Les formations spéciales</i>	205
B - Les attributions juridictionnelles de la Cour des comptes	206
1) La Cour des comptes, juge des comptes des comptables publics	206
a) <i>La reddition des comptes</i>	206
b) <i>La procédure de jugement des comptes</i>	207
c) <i>Le jugement des comptes</i>	209
d) <i>Les voies de recours</i>	209
2) La Cour des comptes, juge d'appel	210
a) <i>La procédure d'appel</i>	210
b) <i>L'examen de l'appel</i>	211
C - Les contrôles de gestion réalisés par la Cour	211
1) Le contrôle de la gestion des ordonnateurs	211
a) <i>La nature du contrôle</i>	211
b) <i>La portée du contrôle</i>	211
2) Le contrôle des comptes et de la gestion des entreprises publiques	212
a) <i>Les entreprises concernées</i>	212
b) <i>L'exercice du contrôle</i>	212
3) Le contrôle des organismes de Sécurité sociale	213
a) <i>Les organismes soumis à contrôle</i>	213
b) <i>La particularité du contrôle</i>	213
4) Les autres contrôles par la Cour	213
D - Le rôle d'assistance et d'information de la Cour	215
1) L'assistance apportée au gouvernement et au Parlement	215
a) <i>L'assistance au gouvernement</i>	215
b) <i>L'assistance conjointe au gouvernement et au Parlement</i>	215
c) <i>L'assistance et l'information apportées au Parlement</i>	216
2) L'assistance au Défenseur des droits	218
3) L'information des administrés	218
a) <i>Le rapport public</i>	218
b) <i>Les rapports publics particuliers thématiques</i>	219
c) <i>Les notes</i>	220
d) <i>Les audits flash</i>	220
2 La Cour de discipline budgétaire et financière	221
A - L'organisation de la Cour	221
1) Les membres de la Cour	221
2) Les rapporteurs	221
B - La saisine de la Cour	222
1) Le délai de saisine	222
2) Les autorités compétentes	222
C - La compétence de la Cour	222

1) Les autorités insusceptibles d'être jugées	222
a) <i>L'immunité juridictionnelle liée à l'exercice des fonctions</i>	222
b) <i>Les limites de l'immunité juridictionnelle</i>	223
2) Les personnes justiciables de la Cour	223
<i>D - Les infractions sanctionnées</i>	224
1) Les infractions à la réglementation financière	224
2) L'octroi d'avantages injustifiés	225
3) Les infractions au respect de la chose jugée	226
<i>E - La procédure et les sanctions</i>	226
1) La procédure	226
2) Les sanctions	227
<i>F - L'après Cour de discipline budgétaire et financière</i>	228

Chapitre 18 Les contrôles politiques 231

1 Les contrôles en cours d'exécution	231
<i>A - L'information des commissions des finances</i>	231
1) Les rapporteurs budgétaires	231
2) La commission des finances	232
<i>B - L'information des parlementaires</i>	233
2 Le contrôle après exécution	233
<i>A - La loi de règlement (loi de finances de fin de gestion)</i>	234
1) L'objet de la loi	234
2) Les documents d'accompagnement du projet de loi	235
a) <i>Les rapports annuels de performance</i>	235
b) <i>Les annexes explicatives</i>	235
c) <i>Les documents annexes</i>	235
d) <i>Le rapport de la Cour des comptes</i>	236
e) <i>La certification des comptes</i>	236
<i>B - Le régime juridique de la loi</i>	236
1) Les délais	236
a) <i>Le délai de distribution</i>	236
b) <i>Les délais d'adoption</i>	237
2) La procédure d'adoption	237
3) La portée du contrôle de constitutionnalité	237

PARTIE 7

Le budget social de la Nation

Chapitre 19 La loi de financement de la Sécurité sociale 241

1 Le régime juridique de la loi de financement	241
<i>A - Le contenu de la loi de financement</i>	242
<i>B - La procédure d'adoption de la loi de financement</i>	243